

**Nations unies - Débat sur les  
opérations de maintien de la paix -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 12 septembre 2018)

Madame la Présidente,

Je souhaite tout d'abord vous remercier pour la convocation de ce débat important et remercier le Secrétaire général adjoint pour les opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, pour sa présentation très éclairante, ainsi que Mme Blakemore pour son témoignage important.

Madame la Présidente,

La réforme du maintien de la paix est un enjeu central de l'avenir de l'ONU. Les casques bleus sont la face la plus visible de l'organisation. Chaque jour, dans des conditions difficiles, ils contribuent à sauvegarder des cessez-le-feu, à protéger les populations civiles contre les exactions, à maintenir une paix fragile qui, sans leur présence, serait rapidement rompue. Nous devons donc non seulement leur rendre hommage, mais nous devons à ces soldats de la paix de tout faire pour les mettre en mesure de remplir efficacement leur mission au service de la paix. Beaucoup a déjà été fait au cours des dernières années, mais nous devons aller plus loin.

C'est pourquoi la France appuie sans réserve la réforme que le Secrétaire général a engagée pour réformer le pilier paix et sécurité des Nations unies. De leur côté, plus de 50 Etats, dont la France bien sûr, ont déjà souscrit à l'initiative "Action pour le maintien de la paix" que nous adopterons lors du sommet du 25 septembre. C'est un succès important pour le Secrétaire général, pour l'ONU et pour nous tous.

Madame la Présidente,

Parmi les éléments de cette réforme, la question de la performance des opérations de maintien de la paix est essentielle à la crédibilité de l'action des forces de maintien de la paix. Le rapport Cruz, commandé par le Secrétaire général, a proposé de nombreuses améliorations que le Secrétariat a commencé à mettre en oeuvre avec vigueur. C'est une bonne chose et la France encourage donc le Secrétariat à poursuivre dans cette voie.

Pour contribuer à l'amélioration de la performance de ces opérations, trois composantes clefs sont à souligner :

1. Tout d'abord, la formation, en amont comme au cours des missions. Il s'agit bien entendu de formations opérationnelles militaires de base, mais également de formations linguistiques. La France est mobilisée, vous le savez, sur ces deux fronts. Les casques bleus déployés sur le terrain doivent pouvoir bénéficier de formations garantissant un niveau de performance maximal, notamment en cas d'évolution du mandat. Pour ce faire, la coopération triangulaire compte de nombreux atouts et bénéfices tant pour les pays contributeurs que pour les pays tiers. La France joue un rôle moteur dans ce type de coopération, en soutenant la formation de près de 30.000 soldats francophones africains chaque année et entend poursuivre ses efforts dans cette voie.

2. Le deuxième axe, Madame la Présidente, c'est la nécessaire amélioration de la génération des forces : la meilleure mobilisation des forces armées et de police, l'accroissement de leurs capacités de projection et de leur mobilité et l'augmentation de la proportion de femmes au sein des contingents sont des éléments essentiels de la performance du maintien de la paix. Du travail reste à faire sur ce plan et nous sommes confiants que l'initiative "Action pour le maintien de la paix" permettra des avancées importantes dans ce domaine.

3. Troisièmement, il est essentiel qu'une véritable évaluation de la performance soit mise en place et que les cas de sous-performance soient traités. Un échange franc et ouvert doit pouvoir se tenir entre le Secrétariat et les pays contributeurs de troupes et de police en cas de sous-performance avérée afin de mieux identifier les différents écueils ayant conduit à ces situations et d'y remédier - quitte, en cas d'échec et a fortiori d'exactions, à envisager un rapatriement des troupes concernées. Il en va de l'efficacité des missions, de la sécurité des autres contingents et de la bonne mise en oeuvre des mandats, en particulier quand il s'agit de protection des civils. Dans la même logique, il est important que la qualité du travail des contingents les plus performants soit reconnue à sa juste valeur.

Mais la performance du maintien de la paix ne se limite pas aux volets militaire et policier des opérations concernées. La performance des éléments civils et la qualité de l'organisation des missions doivent également être évaluées. Certaines défaillances de structure peuvent avoir des conséquences très concrètes. Pour n'en prendre qu'un exemple, la France est ainsi très préoccupée par l'absence d'avancée réelle s'agissant de la cohérence et de la réactivité de la chaîne de commandement santé, dont la déficience peut conduire à mettre en danger la vie des casques bleus sur le terrain.

Enfin, Madame la Présidente, cela suppose une "Tolérance zéro" à l'égard des casques bleus et personnels civils se rendant coupables d'agressions sexuelles. On ne soulignera jamais assez l'importance cruciale de l'exemplarité et la responsabilité des casques bleus et personnels civils du maintien de la paix, alors que les agissements que je viens de mentionner portent atteinte à la crédibilité de notre action et à la confiance des populations civiles envers les Nations unies.

Madame la Présidente,

Notre objectif est bien d'établir une vraie culture de la performance, adossée à des mécanismes clairs de responsabilité et d'incitations. C'est la meilleure réponse que nous pouvons apporter

ensemble aux professionnels du UN bashing, qui trouveront toujours la France en travers de leur chemin.

Mais la performance ne peut être jugée hors contexte. Les casques bleus qui interviennent et les membres civils des missions le font dans le cadre particulier du mandat qui leur est confié. Je souhaiterais profiter de ce débat pour rappeler l'impérieuse nécessité pour ces opérations de bénéficier d'un mandat clair, séquencé et priorisé, au service d'objectifs politiques bien définis et transparents. Cet impératif doit guider notre action quotidienne, et la France s'y attelle sur l'ensemble des mandats dont elle a la responsabilité en tant que plume.

Enfin, il est primordial de s'assurer que ces opérations disposent des ressources nécessaires. En effet, sans financements en adéquation avec les mandats, c'est toute la conduite des missions qui est fragilisée, et ce faisant la sécurité du personnel onusien. C'est un point essentiel qui relève, là aussi, de notre responsabilité collective.

Madame la Présidente,

Je ne saurais conclure sans rappeler l'importance de la bonne coordination et coopération des opérations de maintien de la paix avec les différents acteurs locaux et régionaux présents sur le terrain. Je partage pleinement à cet égard les vues exprimées par mon collègue et ami ivoirien, au nom des trois pays africains du Conseil. Les organisations régionales jouent un rôle croissant dans la promotion de la paix et de la sécurité ; c'est le cas de l'Union européenne mais aussi, et au premier chef, de l'Union africaine et des organisations sous-régionales du continent. Leurs opérations apportent une valeur ajoutée irremplaçable, en pleine complémentarité avec les opérations conduites sous l'égide des Nations Unies. C'est dire combien le renforcement du partenariat entre les Nations unies et l'Union africaine est une priorité centrale de notre action, et c'est dire combien il est essentiel de mettre en place aussi rapidement que possible un soutien des Nations Unies aux opérations africaines de paix. Telle est bien l'une des priorités stratégiques de la France.

Je vous remercie./.